

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/DSB/M/114
18 décembre 2001

(01-6378)

Organe de règlement des différends
5 décembre 2001

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard
le 5 décembre 2001

Président: M. R. Farrell (Nouvelle-Zélande)

<u>Sommaire</u>	<u>Page</u>
1. Argentine - Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie.....	1
a) Mise en œuvre des recommandations de l'ORD	1
2. États-Unis - Déterminations préliminaires concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada.....	2
a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada	2
 1. Argentine - Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie	
a) Mise en œuvre des recommandations de l'ORD	
1. Le <u>Président</u> a rappelé que, conformément aux dispositions du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, l'ORD devait tenir sous surveillance la mise en œuvre des recommandations et décisions qu'il avait adoptées pour que les différends soient résolus efficacement dans l'intérêt de tous les Membres. À cet égard, l'article 21:3 du Mémorandum d'accord disposait que dans un délai de 30 jours suivant la date d'adoption du rapport du groupe spécial ou de l'Organe d'appel, le Membre concerné informerait l'ORD de ses intentions au sujet de la mise en œuvre des recommandations et décisions de celui-ci. Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 5 novembre 2001, l'ORD avait adopté le rapport du Groupe spécial <i>Argentine - Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie</i> .	
2. Le représentant de l' <u>Argentine</u> a dit que, conformément à l'article 21:3 du Mémorandum d'accord, son pays souhaitait informer l'ORD de ses intentions au sujet de la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'Organe dans cette affaire. Il a dit que l'Argentine aurait besoin d'un délai raisonnable pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD. Le pays avait déjà entamé des consultations avec les CE et espérait parvenir à un accord sur le délai et les modalités de la mise en œuvre des recommandations dans cette affaire.	
3. Le représentant des <u>Communautés européennes</u> a dit que l'article 21 du Mémorandum d'accord disposait que les Membres devaient donner suite dans les moindres délais aux recommandations de l'ORD. À la réunion que l'ORD a tenue le 5 novembre, les CE avaient déclaré	

./.

que le nombre et la gravité des violations de l'Accord antidumping ainsi que la possibilité qu'avait l'Argentine de retirer sa mesure sans action législative plaidait en faveur de la levée immédiate des droits antidumping. Des consultations avec l'Argentine étaient en cours pour déterminer les modalités de la mise en œuvre et mettre un terme à l'application des droits antidumping. Les CE espéraient que ces consultations aboutiraient très prochainement à des résultats satisfaisants.

4. L'ORD a pris note des déclarations et des renseignements fournis par l'Argentine sur ses intentions au sujet de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD.

2. États-Unis - Déterminations préliminaires concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada

a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada (WT/DS236/2)

5. Le Président a rappelé que l'ORD avait examiné cette question à sa réunion du 5 novembre 2001 et était convenu d'y revenir ultérieurement. Il a appelé l'attention sur la communication du Canada figurant dans le document WT/DS236/2.

6. La représentante du Canada a dit que son pays demandait l'établissement d'un groupe spécial pour la deuxième fois. Elle a rappelé que la première demande du Canada avait été présentée à la réunion de l'ORD du 5 novembre, mais que les États-Unis n'avaient pas accepté l'établissement d'un groupe spécial à cette date. Les allégations du Canada concernant les déterminations préliminaires en matière de droits compensateurs et de l'existence de circonstances critiques établies par le Département du commerce des États-Unis le 9 août 2001 au sujet de certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada, ainsi que les dispositions de la législation des États-Unis relative aux examens accélérés et aux réexamens administratifs, étaient exposées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada. Comme il l'avait précédemment déclaré, le Canada estimait que ces déterminations et ces dispositions législatives des États-Unis étaient incompatibles avec plusieurs aspects des obligations contractées par ce pays dans le cadre de l'OMC. En conséquence, conformément aux dispositions pertinentes du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, du GATT de 1994 et de l'Accord SMC, le Canada souhaitait réitérer sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

7. La représentante des États-Unis a dit que son pays était déçu par la décision du Canada qui avait choisi d'aller de l'avant avec sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Comme le Canada l'avait dit, les déterminations établies par le Département du commerce des États-Unis étaient préliminaires et susceptibles d'être modifiées. C'est pourquoi les États-Unis étaient d'avis que la demande d'établissement d'un groupe spécial du Canada était prématurée. Ils estimaient que les déterminations du Département du commerce étaient pleinement compatibles avec les obligations dans le cadre de l'OMC et ils les défendraient énergiquement devant le groupe spécial.

8. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu d'établir un groupe spécial, doté du mandat type, conformément aux dispositions de l'article 6 du Mémoire d'accord.

9. Les représentants des Communautés européennes et de l'Inde ont réservé leurs droits de participer à la procédure du groupe spécial en tant que tierces parties.
